Un responsable syndical européen s'inquiète de la votation du 17 mai en Suisse, sur la libre circulation

Le social, plus essentiel que jamais

« RAPHAËL BESSON

Syndicats » Invité par la Fondation Jean Monnet à l'Université de Lausanne, le Suédois Per Hilmersson a donné hier une conférence sur l'Europe sociale. Secrétaire général adjoint de la Confédération européenne des syndicats, il plaide pour le social à l'heure des pouvoirs forts et dérégulateurs et s'inquiète de la votation en Suisse sur la libre circulation des personnes. Entretien.

Pour le Suédois Per Hilmersson, les syndicats suisses ont raison de demander des garanties sur les salaires avant l'accord-cadre avec l'UE. DR

Quelle est l'importance des enjeux sociaux aujourd'hui dans un monde en grand changement, avec l'érosion du multilatéralisme, Donald Trump à Washington ou Boris Johnson et le Brexit à Londres?
Per Hilmersson: Les enjeux sociaux sont plus importants que jamais quand on voit la montée de partis nationalistes et populistes. C'est la conséquence de politiques défaillantes qui n'ont pas assez pris en compte le social. Les gens se sentent délaissés, même si la mondialisation a bénéficié à beaucoup de monde. Les défis sont énormes et ils angoissent les travailleurs, comme la numérisation. Il nous faut des politiques fortes pour affronter ces changements et rendre confiance aux gens. Il faut que les travailleurs soient pourvus de bonnes qualifications afin de pouvoir prendre les nouveaux emplois.

La nouvelle Commission européenne a mis en tête de ses priorités le Pacte vert, est-ce aux dépens du social?
Nous ne l'espérons pas. Cette Commission a compris qu'on ne pouvait pas atteindre la neutralité carbone en 2050 en procédant à des changements qui ne prendraient pas en compte les travailleurs.

Est-ce assez?
Ce n'est pas assez. Il y a une révolution des compétences, la requalification des travailleurs. Les Etats membres ne peuvent pas le faire eux-mêmes, il faut une réponse européenne. Seulement, un travailleur peu qualifié sur 25 reçoit une formation continue durant sa vie. C'est inacceptable.

Dans ce monde en transformation, quel est le rôle aujourd'hui des syndicats?
Un des points essentiels, c'est d'inclure les syndicats, les partenaires sociaux, et qu'ils puissent négocier de manière autonome. Vous avez une société plus égalitaire quand les partenaires sociaux jouent un rôle éminent.

Est-ce que les syndicats traditionnels passent aujourd'hui après des mouvements sociaux comme les grévistes du climat ou les gilets jaunes?
En Suède par exemple, nous avons des syndicats très forts et un mouvement pour le climat aussi fort avec Greta Thunberg. Ce n'est donc pas contradictoire. Concernant nos membres syndiqués, la tendance est à la baisse en Europe en général.

En Suisse, les syndicats veulent en particulier des garanties sur les salaires avant toute discussion sur l'accord-cadre avec Bruxelles. Quelle est votre réaction?
Nous les soutenons complètement sur ce thème. C'est une priorité de base. Nous avons le même but de créer une Europe plus sociale. Il s'agit des droits des travailleurs, de leurs conditions, il ne s'agit pas de défendre des frontières avec cette position.

En Suisse, beaucoup jugent que l'Union européenne est antisociale et se résume à la libéralisation. Qu'en pensez-vous?
L'Union européenne a évolué. Au début, il s'agissait surtout de coopération économique. Mais durant les 30 dernières années, il y a aussi une forte dimension sociale qui a émergé. Je ne dirais pas qu'elle est antisociale, mais il y a des éléments antisociaux, il y a eu des jugements de la Cour de justice contre les syndicats et leurs combats.

> **«Les droits sociaux doivent prévaloir»**
>
> **Per Hilmersson**

Nous avons essayé de remédier à ça par des moyens politiques. Nous devons changer les traités européens sur l'équilibre entre liberté économique et droits sociaux dans le marché unique grâce à un protocole social ajouté au Traité européen. S'il y a un conflit entre liberté économique et droits sociaux, ces derniers doivent prévaloir.

La Suisse est hors de l'Union européenne et la critique. Vous lui demanderiez de renoncer à ses liens avec l'UE?
Non! Certainement pas. Nous sommes d'ailleurs assez inquiets à cause du scrutin du 17 mai sur la libre circulation des personnes (initiative de limitation de l'UDC, ndlr). Ce serait une catastrophe pour l'Union européenne, la Suisse et les travailleurs en général si elle était acceptée. Par ailleurs, je suis un syndicaliste, habitué à négocier. C'est toujours mieux d'être à la table que d'être ailleurs, en pointant du doigt et en se plaignant. Les Suisses devraient adhérer (*rires*).

Pour certains syndicats suisses, la Cour européenne de justice est le diable…
Il y a eu de mauvais arrêts pour nous. Mais il y a eu des jugements positifs, par exemple contre la discrimination. Ce qui est le plus important, c'est ce qui se trouve dans les traités parce que la Cour interprète les traités. C'est pourquoi nous avons besoin d'un protocole social afin de démontrer à la Cour de justice qu'en cas de conflit entre liberté économique et droits des travailleurs, ce sont ces derniers qui prennent le dessus. C'est essentiel à long terme pour s'assurer de leur soutien à l'Union européenne. »

Un actionnaire de SGS s'efface

Certification » L'actionnariat du géant de l'inspection et de la certification SGS a subi des modifications avec la cession par la famille allemande von Finck d'un gros paquet d'actions, annoncée lundi soir et représentant près de 13% du total.

Déjà principaux actionnaires via le Groupe Bruxelles Lambert (GBL), les familles belgo-canadiennes Frère et Desmarais ont participé à l'opération et augmenté leur engagement de 16,7% à 18,9%, a communiqué le groupe genevois hier.

L'opération a par ailleurs diversifié la composition de l'actionnariat. La famille von Finck conserve environ 3% du capital de SGS, qu'elle s'est engagée à ne pas céder au cours des 180 prochains jours.

Les 960 000 parts cédées par la famille von Finck l'ont été au prix de 2425 francs l'unité, alors que le cours de clôture lundi s'élevait encore à 2727 francs. La transaction a généré un produit de quelque 2,3 milliards de francs.

Cette opération marque la fin d'une ère. La famille allemande détenait sa participation depuis un quart de siècle. Il y a une dizaine d'années, elle s'était déjà séparée d'une bonne partie de cette participation, la ramenant de 25 à 15%. » ATS/AWP

ORASCOM

SAWIRIS AUX COMMANDES
Développeur de destinations de vacances, Orascom Development Holding a annoncé que le président du conseil d'administration, Samih Sawiris, remplirait la fonction de directeur général pour une durée limitée. ATS/AWP

LOYERS

LÉGÈRE HAUSSE EN JANVIER
Les prix des loyers ont légèrement progressé en janvier sur un mois, notamment dans l'Arc lémanique, selon le relevé mensuel d'Immoscout24 et de l'institut Cifi. Sur un an, la hausse est cependant quasiment nulle. ATS/AWP

Migros réussit à céder Globus

Luxe » Les grands magasins passent en mains autrichiennes et thaïlandaises.

Migros a trouvé un acheteur pour Globus. La Fédération des coopératives Migros a cédé les grands magasins ainsi que les huit immeubles attenants à la coentreprise composée de l'autrichien Signa et du thaïlandais Central Group.

Le prix de la transaction, qui doit être finalisée d'ici mi-2020, n'a pas été précisé dans le communiqué publié hier par le géant orange. Migros avait racheté en 1997 le groupe de grands magasins Globus et ses filiales pour environ 700 millions de francs. L'opération concerne la totalité du capital-actions détenu par Migros, ainsi que les huit immeubles de Globus à Zurich, Bâle, Berne et Saint-Gall.

Signa et Central Group sont propriétaires du groupe allemand Kadewe, de l'italien Rinascente et du danois Illum, décrits comme étant «des maisons leaders dans le commerce de luxe en Europe».

«Parmi la douzaine de parties intéressées, Signa et Central Group ont présenté la meilleure offre et stratégie future pour les grands magasins Globus actifs également dans le commerce en ligne et la mode», a précisé Migros dans son communiqué.

Selon la coopérative, «leur offre a répondu aux critères essentiels posés par Migros pour cette vente: une stratégie de pérennisation, la volonté de développement et la garantie du maintien du groupe Globus en tant que tel».

Les nouveaux propriétaires Signa et Central Group veulent «ouvrir des perspectives stratégiques uniques pour le succès à long terme et l'avenir durable de Globus». » ATS/AWP